

Discours programme du président de Vision Burkina-Parti
Pacifiste prononcé lors de la rentrée politique du parti le 13 juin
2020 à Ouagadougou

Mesdames et Messieurs les leaders et représentants de partis politiques,

Honorables invités,

Camarades militants et sympathisants de VISION BURKINA, chers concitoyens, chers amis,

« Il n'y a pas de vent favorable pour celui qui ne sait pas où il va », selon Sénèque. Aujourd'hui, au Burkina Faso, savons-nous vraiment où nous allons ? Assurément droit dans le mur si nous ne réussissons pas à enrayer la spirale de la terreur.

Ce n'est un secret pour personne, aujourd'hui le Burkina Faso « *se cherche* », ne sachant plus quel chemin emprunter pour retrouver la paix. Aussi, osons réinventer notre destin, osons regarder notre passé, pour construire notre présent et envisager notre avenir. Les armes n'ont jamais été la solution pour construire la paix, cette paix qui est la clé de tout accomplissement, cette paix qui, jadis, a fait de notre cher Faso un exemple et un modèle envié en Afrique.

Plus que jamais, notre pays a besoin de paix.

Au Burkina Faso, on voit des enfants suivre les traces politiques de leurs pères, des neveux celles de leurs oncles, des époux qui siègent côte à côte dans les institutions de la République. Le Burkina Faso ne saurait être la propriété de quelques familles, le pouvoir ne saurait se transmettre comme un patrimoine familial. Aujourd'hui, plus d'un demi-siècle après l'indépendance, il est temps de changer les choses.

VISION BURKINA se veut un nouveau cadre d'expression démocratique ouvert à tous les Burkinabè épris de paix et de justice, convaincus que les armes ne devraient plus être le seul moyen de régler les conflits. VISION BURKINA se veut un parti pacifiste,

résolument engagé vers le refus de la guerre, avec pour seule ambition de bâtir un pays avec des femmes et des hommes neufs, jamais empêtrés dans des affaires de corruption, des femmes et des hommes compétents désireux de construire un pays où toutes les composantes communautaires et sociales pourront vivre en harmonie.

VISION BURKINA s'adresse à toutes ces populations des villes et des campagnes lassées et déçues des promesses électorales jamais tenues.

Tout est priorité au Burkina, mais il y a priorité dans priorités.

Aussi, notre combat s'articulera autour de sept (07) engagements qui serviront de base à la fondation de notre action, pour le retour de la paix et pour le mieux-être des populations.

- 1) Premier engagement: le rétablissement de la paix et la démilitarisation du Burkina Faso,
- 2) la réorganisation de l'exercice du pouvoir d'Etat,
- 3) la réforme totale de l'appareil judiciaire,
- 4) la refondation de l'administration publique,
- 5) le refus absolu de la corruption,
- 6) la déconcentration de la gouvernance d'Etat,
- 7) la reconnaissance et l'encadrement de la chefferie coutumière.

7 engagements, dis-je bien, et non 7 promesses, pour un changement de paradigme, qui passera nécessairement par l'adoption d'une nouvelle constitution pacifiste et inclusive.

Mais avant de développer tous ces concepts, il convient tout d'abord d'expliquer ce qu'est le pacifisme ?

Par sa définition la plus simple, le pacifisme c'est la « **doctrine des partisans de la paix, tous ceux qui aiment la paix** ». Travailler à promouvoir la paix, à l'intérieur comme à l'extérieur des frontières d'un pays, c'est cela le pacifisme.

Le pacifisme, c'est le refus de la guerre et de la violence.

Tous les partis politiques parlent de paix, mais VISION BURKINA est le seul parti qui a décidé de faire de la paix la pierre angulaire de son programme de gouvernement, ce qui, à notre sens, changera à jamais le destin du Burkina Faso.

Gouverner, c'est oser.

« Ce n'est pas à coups de canons, ce n'est pas coups de bombes que l'on triomphe d'une idéologie », je cite l'ancien président américain John Fitzgerald Kennedy.

A VISION BURKINA, nous croyons effectivement que les armes seules ne peuvent pas servir la cause de la paix, et que les conflits génèrent inévitablement d'autres conflits, car on peut gagner une guerre sans gagner la paix.

Nous croyons qu'il y a une différence fondamentale entre un char d'assaut et un tracteur de labour, qu'il y a une différence entre un tireur d'élite et un enseignant. Nous tenons pour conviction qu'en ce 21ème siècle, à la lumière des événements qui se déroulent en ce moment dans notre pays, le Burkina Faso a plus besoin de sécurité intérieure que de défense extérieure. L'ennemi ne vient pas toujours d'ailleurs, il est souvent là, parmi nous, avec nous.

Nous tenons pour conviction que la guerre totale n'est pas le moyen le plus approprié pour vaincre un ennemi invisible, tapis dans l'ombre, dans les forêts ou dans les huttes, prêt à mourir pour une cause qu'elle soit juste ou non, et que la politique de « *œil pour œil dent pour dent* », déclenche inexorablement une avalanche de représailles sans fin. Et toute solution qui transforme nos campagnes en cimetières pour nos soldats, qui sont nos enfants, nos frères, nos forces vives, VISION BURKINA n'en veut pas. Et puisque la guerre n'est pas la solution, alors nous mettrons fin à la guerre. Notre parti fera du retour de la paix, la priorité de ses priorités. Vivre pour la patrie sera la règle, mourir pour elle sera l'exception.

Mais pour ramener la paix, il nous faut d'abord comprendre les raisons des attaques.

Maintenant, il est clair qu'un groupe terroriste, aussi puissant soit-il, ne peut recruter des combattants en CDI, à un salaire de 300.000 FCFA par mois, et avec une indemnité de capital décès de 10 millions CFA à verser à chaque famille en cas de cas...

La solution immédiate de cette guerre asymétrique ne se trouve pas en Afrique, elle ne se trouve pas en Europe, elle se trouve au Proche et au Moyen Orient. VISION BURKINA engagera des négociations, avec qui de droit, pour arrêter cette guerre. Le Burkina Faso n'as pas de pétrole, le Burkina Faso n'a pas à subir les conséquences collatérales désastreuses d'une guerre du pétrole.

Une fois que nous aurons réussi à mettre fin à la guerre, VISION BURKINA proposera un regard fondamentalement différent sur la situation de nos forces de défense et de sécurité. Cette analyse commencera par une réforme en profondeur de l'armée nationale, qui pourrait aboutir à terme à la démilitarisation du Burkina Faso. A l'instar d'autres pays dans le monde qui ont déjà fait ce choix, au Burkina Faso, à moyen et long termes, il n'y aura plus de recrutement de militaires, et conséquemment, il n'y aura plus d'armée au sens conventionnel du terme.

En clair, notre ambition est de faire du Burkina Faso un pays neutre, pacifiste, renonçant définitivement à la guerre comme moyen de règlement des conflits.

D'ailleurs nous posons la question suivante : contre qui allons-nous faire la guerre? En tant que membre des ensembles sous régionaux et régionaux, comme tous les pays qui nous entourent, ayant entrepris la délimitation des frontières avec tous nos voisins, les risques de conflits sont devenus quasiment nuls. De nos jours, les guerres se gagnent plus par la technologie et avec des drones que par la bravoure des soldats. Les conquêtes territoriales ne se gagnent plus par les canons, mais par les cartes, les experts et les avocats devant la Cour internationale de justice de La Haye.

Renoncer à la guerre suppose que nous renoncions aux matériels de guerre. Il n'y aura plus d'achat massif de chars de combat ni de cargaisons d'armes létales. La grande partie du budget de la défense ira aux secteurs vitaux pour le pays, comme l'eau, la santé, l'éducation, les routes. Une autre partie du budget dédié à la défense servira à renforcer la sécurité, et à améliorer les conditions de vie et de travail des agents de la police et de la gendarmerie, afin qu'ils soient de véritables « *gardiens de la paix* ».

L'opération de démilitarisation se fera sur une base volontaire, aucun militaire ne sera forcé de quitter l'armée contre son gré. Ceux qui aiment l'uniforme, ceux-là resteront dans l'uniforme s'ils le désirent. Leur place sera dans des bataillons spécialement dédiés à la surveillance des frontières et à la protection civile, tout comme dans le bataillon *Laafi* qui sera maintenu pour être la contribution du Burkina Faso pour les opérations de maintien de la paix dans le monde. Certains militaires pourront être intégrés dans la gendarmerie ou dans la brigade nationale des sapeurs-pompiers, D'autres seront reversés dans les corps para militaires en conservant tous leurs avantages. Et certains iront renforcer le secteur de la douane, pour mieux sécuriser les agents qui risquent leur vie jour et nuit dans la chasse aux fraudeurs et aux trafiquants. Vous l'aurez compris, dans cette vaste opération de réforme de l'armée nationale, certains corps seront préservés et renforcés en termes de moyens techniques et financiers.

A tous les militaires qui voudront quitter l'armée, VISION BURKINA proposera des indemnisations pour leur reconversion. Sous toutes réserves, le montant de l'indemnisation de chaque militaire sera calculé en fonction des années de service restantes, avec prise en compte des avancements au regard des états de service. Les indemnisations seront payables en trois (03) versements, sur renonciation à tous les autres droits.

Mais pour que cela soit possible, il nous faut d'abord éviter l'effondrement de l'Etat face au terrorisme, et ramener la paix.

Mesdames et messieurs, je vous invite à vous lever pour observer une minute de silence pour nos soldats qui sont tombés pour la patrie.

(minute de silence)

Après cette guerre, VISION BURKINA fera en sorte qu'il n'y ait plus jamais de guerres au Burkina Faso.

Pour réussir sa transition vers le pacifisme, le Burkina saura compter sur ses partenaires traditionnels certes, mais aussi sur l'apport des citoyens du monde entier épris de paix et de solidarité. Pour la première fois en Afrique, la mutation politique d'un pays pourrait être financée par des fondations philanthropiques et des citoyens du monde entier, disposés à accompagner un pays qui désire sortir définitivement de la logique de guerre. Pour la première fois, un pays pourra faire appel à la solidarité citoyenne internationale de sorte que chaque organisation, chaque citoyen, toutes nationalités confondues, de partout dans le monde, pourra faire une contribution à l'effort d'un pays pour sortir de la pauvreté par la promotion de la paix. Ce modèle de financement participatif, c'est le « **crowdfunding et le giving pledge** ».

Comme on le dit, « *aide-toi et le ciel t'aidera* ». Le Burkina Faso, pays demandeur, fera également sa part. En effet, si nous disons que nous n'avons plus besoin d'une armée au sens conventionnel du terme, nous n'aurons plus besoin non plus d'infrastructures militaires au sens conventionnel du terme. Toutes les armes de guerre en notre possession seront revendues sur le marché international, ou détruites. A l'exception de certaines garnisons qui seront maintenues pour les besoins de sécurité, de protection civile, de surveillance du territoire ou du bataillon *Laafi*, tous les camps militaires situés dans les villes seront parcellisés et vendus aux citoyens en quête de logement, en privilégiant les militaires eux-mêmes.

La parcellisation des camps militaires va booster l'immobilier pour procurer des emplois aux travailleurs de la construction.

L'indemnisation des militaires va permettre la création de milliers d'emplois, car chaque militaire indemnisé deviendra de facto un chef d'entreprise.

Ils pourront ainsi créer des petites et moyennes entreprises, avec l'accompagnement de l'Etat qui leur accordera une part dans l'attribution des marchés publics, à concurrence égale.

Des centaines d'emplois supplémentaires dans le secteur du tourisme et de l'hôtellerie seront créés, car le pays sécurisé attirera à nouveau les touristes et les grandes rencontres internationales, sportives ou scientifiques. Oui, avec cette opération de démilitarisation et d'indemnisation, VISION BURKINA annonce un boom de l'économie nationale.

Mais quel sera le montage financier de cette vaste opération de démilitarisation?

Tout cet argent ne sera pas une dépense mais un investissement. Avec 3 francs des retombées pour 1 franc d'indemnisation, c'est l'investissement le plus rentable de tous les temps. Donc ce ne sera pas une perte pour l'Etat, bien au contraire, selon la formule de Lavoisier : « Rien ne se perd, rien ne se crée, tout se transforme. ».

Mais attention, il y a deux conditions : la mise en œuvre de cette réforme sera assujettie au résultat de deux (02) consultations qui se tiendront à la même date: un référendum à l'échelle nationale, et une consultation à l'échelle exclusive des casernes. Pour la validation du référendum à l'échelle nationale, le score de majorité simple de voix sera demandé, mais pour la consultation des casernes, un score minimal de 60% sera requis, pour éviter toute contestation, et pour un mandat franc et clair.

L'enjeu de ces deux (02) consultations est capital : si les deux conditions ne sont pas réunies, il n'y aura pas de réforme de l'armée, donc si le candidat de VISION BURKINA est élu à la Présidence du Faso, lui qui aura fait de la démilitarisation du Burkina le socle de son

programme de gouvernement et de son projet de société, il devra en tirer toutes les conséquences, et présenter sa démission.

Gouverner, c'est partager.

A VISION BURKINA, nous prenons pour acquis que les Burkinabè sont ***tous égaux en devoirs et en droits***, en vertu de la déclaration universelle des droits de l'homme, et en vertu de l'article 1^{er} de notre constitution. Nous prenons pour acquis que le Burkina Faso est un et indivisible, et que la diversité de nos groupes ethniques fait notre force et notre richesse.

Nous considérons que le Burkina Faso est composée de deux majorités : la majorité singulière, composée du groupe ethnique majoritaire, les Mossé, et la majorité plurielle, composée des autres groupes, les dagaras comme les dafings, les bobos comme les fulani, les gourmatchés comme les gourounsis, et tous les autres. Il nous paraît donc opportun, équitable et juste que toutes les composantes ethniques et culturelles de ce pays se sentent concernées par la gestion des affaires de l'Etat.

Une réforme de l'exercice du pouvoir d'Etat s'impose, pour contribuer à l'apaisement social, et permettre à chaque citoyen de vivre en paix quel que soit l'endroit où il se trouve sur le territoire national.

Aussi, en conformité avec l'article 168 de la constitution du Burkina Faso, j'annonce ici, aujourd'hui et maintenant, devant vous, et à l'attention de l'ensemble du peuple burkinabè, que VISION BURKINA instaurera une gouvernance par rotation du pouvoir entre les zones géographiques du Burkina Faso, pour empêcher toute velléité de monopolisation du pouvoir par un groupe au détriment des autres groupes.

Nous pensons que ce mécanisme de rotation du pouvoir, ayant pour point axial le centre du pays et avec un rayonnement sur l'ensemble de ses 4 points cardinaux, sera le gage du retour définitif et durable de la paix. Ce mécanisme étouffera dans l'oeuf toute revendication politique identitaire, et consolidera notre démocratie, en barrant

définitivement la route à toute tentative de modification de la constitution par un président pour se maintenir au pouvoir.

A VISION BURKINA nous considérons tout acte de corruption d'un juge comme un crime contre la bonne gouvernance. Tout juge accusé d'actes contraires à l'éthique et à la déontologie du magistrat sera entendu par la commission de discipline du Conseil supérieur de la magistrature dans un débat contradictoire avec son accusateur. De la contradiction naît la vérité, la vérité est source de justice. Et au contraire de ce qui se passe actuellement, le Conseil Supérieur de la Magistrature, tout comme sa commission de discipline, relèvera de la Présidence du Faso. Puisque la réforme de la justice constituera un engagement électoral et un point fort de son programme de gouvernement, il est normal que le Président du Faso en ait la supervision pour en répondre devant le peuple et l'assemblée. Vous l'aurez compris, sans remettre en cause le principe de l'indépendance de la justice, le président du Faso sera le président du conseil supérieur de la magistrature.

Le pacifisme, c'est un état d'esprit de justice et de refus de l'arbitraire. Les dénis de justice engendrent les frustrations, les frustrations engendrent les ressentiments, les ressentiments engendrent les vengeances, les vengeances menacent la paix sociale. Donc, pour éviter que des citoyens veuillent se faire justice, il suffit simplement de leur rendre justice.

S'il est dit que le juge prend sa décision selon son intime conviction, VISION BURKINA exigera que cette intime conviction soit en parfaite harmonie avec le droit, la loi et les preuves. Le népotisme, le favoritisme, le machisme ou le féminisme n'ont pas leur place dans une cour de justice.

Oui, disons-le, il y a des juges compétents et intègres, mais il y a aussi des juges incompetents et corrompus.

VISION BURKINA posera les bases d'une réforme en profondeur de la justice, en procédant, si nécessaire, à une purge de l'appareil judiciaire.

Gouverner, c'est innover.

Un père de famille responsable ne saurait permettre qu'autour de la marmite de bouillie, certains de ses enfants viennent avec des louches, d'autres avec des cuillères, et que les plus faibles ne puissent même pas avoir accès à la marmite. Il appartient à l'Etat de veiller au partage équitable des ressources pour tous ses citoyens. Les mouvements sociaux découlent de l'incapacité de l'Etat à jouer le rôle régalien qui est le sien, en accordant des privilèges exorbitants aux uns tout en voulant réduire les autres au silence.

Sous VISION BURKINA, par souci de transparence, il ne sera pas possible à un responsable de faire nommer dans son service une personne avec laquelle il aurait un lien de parenté, d'amitié ou d'affaires. Un responsable ne pourra avoir de pouvoir de nomination qu'à des postes subalternes, par exemple la secrétaire ou le chauffeur. Il n'aura aucun pouvoir pour la nomination du DAF, du contrôleur interne ou du directeur des marchés. Sous VISION BURKINA personne ne pourra occuper des fonctions de DAF ou de Directeur des marchés publics pendant plus de 10 ans, consécutifs ou non. Et toute personne ayant occupé ce genre de poste fera l'objet d'une vérification approfondie de ses biens, rétroactivement à sa date de prise de fonction.

Un gouvernement VISION BURKINA fera appliquer à la lettre les dispositions interdisant à tout agent public de l'Etat d'exercer une fonction incompatible avec son statut de fonctionnaire. A ce titre, aucun fonctionnaire en activité ne pourra détenir un kiosque, un débit de boisson, un club PMU-B ou autre lieu de commerce, même par

délégation de pouvoirs à une tierce personne. « *Un pied dedans et un pied dehors* », c'est dehors.

Pour gouverner, VISION BURKINA mettra en place une équipe d'hommes et de femmes dont la compétence, la rigueur et la probité sont unanimement reconnues, sans égard à leur appartenance ou non au parti VISION BURKINA.

Tous les membres de l'équipe gouvernementale devront prêter serment.

Avec un gouvernement VISION BURKINA, le poste de Premier ministre sera suspendu. En effet, il est surprenant qu'au Burkina Faso le Premier ministre soit le chef du gouvernement sans être nécessairement élu, et avec pour mission de défendre un projet de société et un programme de gouvernement qu'il n'a pas lui-même élaborés. Nous estimons que c'est au Président du Faso de mener l'exercice de défense de son programme, aidé en cela par les ministres nommés par lui, et qui devront définir et défendre la gestion et la conduite des affaires de leur département devant les parlementaires, qui auront le pouvoir de les noter et les sanctionner au besoin. VISION BURKINA adhère à l'idée d'un régime présidentiel fort, où le Président est responsable devant l'Assemblée, et où chaque ministre sera le seul et unique responsable des résultats de son département.

Pour la promotion de la femme, nous adhérons au principe d'établissement de quotas pour les postes de responsabilité au profit des femmes, mais un quota de 30% ou 40% ne saurait réparer une injustice. Nous sommes au Burkina, un pays profondément conservateur, où très souvent, une femme a encore besoin de l'accord d'un homme pour décider de sa carrière. Et à l'heure des choix, beaucoup de femmes choisissent le foyer plutôt que le poste.

En dépit de toutes les difficultés, VISION BURKINA fera pour la femme ce que aucun gouvernement n'a fait jusqu'à présent, car en plus de travailler à l'atteinte des objectifs des quotas du genre, VISION BURKINA va innover, en mettant en place un ministère de la

femme composé d'un personnel exclusivement féminin, de Madame la ministre, à l'agent de liaison.

Et ce n'est pas tout : à l'occasion de la célébration de la journée internationale de la femme, si par la grâce de Dieu et par la volonté du peuple burkinabè VISION BURKINA est portée au pouvoir, le 8 mars de chaque année à 00H, à titre exceptionnel, une femme sera investie Premier ministre du Burkina Faso, chef du gouvernement pour 30 jours. Elle aura tous les attributs de chef du gouvernement, elle présidera les conseils des ministres, qui seront consacrés en grande partie à la question de la promotion de la femme.

Dans la même logique, le ministère de la jeunesse et de l'emploi sera composé uniquement de jeunes, dont l'âge ne devrait pas dépasser 40 ans. Ce ministère sera à parité parfaite entre hommes et femmes.

Et pour les élections législatives à venir, VISION BURKINA s'engage à réserver 25% des postes de candidature à la députation aux jeunes du parti qui en rempliront les conditions.

VISION BURKINA considère que le Burkina Faso vit au-dessus de ses moyens, aussi, certaines institutions dont les décisions n'ont pas force de loi seront supprimées.

Sous la gouvernance de VISION BURKINA, il n'y aura plus d'acquisition de véhicules V8 par l'Etat. Les véhicules de fonction ne seront plus distribués systématiquement à tous les directeurs.

Dans le traitement des agents publics de l'Etat, nous observons que des corps ont obtenu des privilèges exorbitants parce qu'ils exercent dans des domaines sensibles de monopole, capables de dicter leur loi ou de mettre l'Etat à genoux. VISION BURKINA prendra toutes les dispositions nécessaires, pour éviter qu'un corps, quel qu'il soit, ne prenne en otage le fonctionnement de l'Etat. Si le droit de grève demeure un acquis, le droit au **lock out** aussi sera reconnu et enchâssé dans la constitution. Aucun individu, aucun groupe, ne sera jamais plus fort que l'Etat.

« *Peu importe la couleur du chat, pourvu qu'il attrape des souris* », selon la formule de l'ancien dirigeant chinois Deng Xiao Ping, qui a amorcé le virage du spectaculaire développement de la Chine.

VISION BURKINA fera sienne cette formule, en nommant des Burkinabè naturalisés, pétris d'expérience et de compétence à des postes de responsabilité, peu importe la couleur de leur peau. Oui, il pourrait y avoir des Blancs dans un gouvernement VISION BURKINA.

Gouverner, c'est sévir.

Selon un rapport de la Commission économique des Nations-Unies pour l'Afrique, 25% du PIB du continent est perdu chaque année, par le fait de la corruption, confirmant ainsi toutes les études qui pointent ce fléau comme le frein au décollage de l'Afrique. C'est 148 milliards \$ qui sont ainsi perdus, chaque année, et placés dans des banques hors d'Afrique, et couverts par le secret bancaire. 148 milliards\$ c'est 40 fois le budget du Burkina. C'est l'argent de la corruption ainsi perdu, chaque année.

Mais qu'est-ce que la corruption ?

La **corruption** est l'utilisation abusive d'un pouvoir reçu par **délégation** à des fins privées comme l'enrichissement personnel ou

d'un tiers. Elle consiste, pour un agent public ou privé, un élu, de s'abstenir de faire quelque chose, de faciliter quelque chose, du fait de sa fonction, en échange d'une promesse, d'un cadeau, d'une somme d'argent, ou divers avantages.

Des exemples de corruption ? Il y en partout, dans l'administration, la santé, la sécurité, l'enseignement...

Mais est-ce que les gens comprennent vraiment les conséquences de la corruption ?

Dans un contexte de pauvreté absolue, je peux comprendre qu'un agent mal classé, et mal payé puisse se laisser tenter par un billet de 1000 F, pour apporter à manger à ses enfants. Pour moi, y a une différence entre un œuf et un bœuf, tout comme je fais la différence entre 1.000 Francs et 1 million.

Aussi, nous disons que l'on ne peut pas combattre la corruption en demandant aux nouveaux venus de ne pas voler, tout en permettant à ceux qui ont déjà volé de conserver leur butin.

VISION BURKINA va supprimer l'ASCE- LC, pour mettre en place l'agence de répression de la corruption (ARC), avec sous ses ordres une commission permanente de vérification et de contrôle des biens publics et privés.

Et pour l'épauler dans sa mission, l'ARC pourra compter sur les services d'une brigade spéciale, la brigade de répression de la corruption, la BRC, qui sera le bras armé de ce combat contre la corruption, chargée de protéger les agents de l'ARC lors des opérations de contrôle.

La commission permanente de vérification et de contrôle aura pour mission de faire l'inventaire de tous les biens mobiliers et immobiliers des citoyens. Des agents seront formés à cet effet, notamment à l'IACA, l'académie internationale de lutte anticorruption à Laxenburg en Autriche. Tout bâtiment, tout véhicule, tout objet de valeur devra faire l'objet d'une vérification sur les sources de son acquisition. Ce serait rendre justice aux citoyens honnêtes qui n'ont rien à se reprocher, tout en permettant d'épingler les auteurs de détournements

de deniers publics, et de les traduire devant la cour de répression de la corruption qui sera spécialement créée à cet effet.

La plupart des sommes colossales détournées Afrique se retrouvent dans les banques hors d'Afrique ou dans les paradis fiscaux.

Consciente que le Burkina Faso ne saurait mener tout seul le combat pour déterminer le montant des sommes détournées, ni trouver les auteurs de ces détournements, VISION BURKINA fera appel à l'expertise nationale et internationale pour réussir ce challenge, par appel à manifestation d'intérêt national et international.

Personne ne peut voler sans complicité, en toute opacité, car il y a toujours quelqu'un quelque part qui sait quelque chose sur quelqu'un.

Aussi, un citoyen qui aura dénoncé un cas de détournement, sur la base de preuves ou des indices de preuves, pourra recevoir 25% du montant en jeu, après recouvrement. En outre, ce citoyen se verrait reconnaître le titre de « *Serviteur de la république* », et placé sous protection de l'Etat.

Tout bien meuble ou immeuble sur lequel pèseraient des soupçons de détournements et qui n'aurait pas été justifié, sera purement et simplement saisi, avec poursuites judiciaires.

Dans cette guerre contre la corruption, pour encourager les responsables à bien gérer leurs départements en toute transparence, VISION BURKINA leur offrira un traitement conséquent pour éviter les tentations, et au terme de son mandat, le ministre ou le responsable recevra une indemnité de départ dont le montant sera fixé en fonction du nombre d'années au poste, après un audit de sa gestion.

Mais puisqu'il est dit que le poisson pourrit toujours par la tête, le chef devrait lui-même être irréprochable, pour reprendre les mots de Vladimir Poutine.

Mais y a-t-il quelqu'un d'irréprochable au Burkina Faso ? Non mais il y en aura qui seront toujours moins pourris que d'autres.

En résumé, avec une meilleure gestion du parc automobile de l'Etat et la fin de la distribution du carburant comme des arachides, avec les

retombées positives du combat contre la corruption, avec le boom de l'économie par les indemnisations des militaires et l'abandon de l'achat du matériel de guerre, avec l'augmentation des recettes de taxes et d'impôts multiformes, sous toutes réserves, il sera tout à fait possible de clore définitivement le débat sur l'IUTS sur les primes et les indemnités, et d'envisager dès 2022, une augmentation de salaires pour l'ensemble des agents publics d l'Etat.

Gouverner, c'est décider

La capitale du Burkina Faso, c'est Ouagadougou, comme l'ont voulu les pères fondateurs de ce pays. Cependant, le développement du Burkina Faso ne saurait se limiter uniquement à sa capitale, et la politique de décentralisation entamée depuis des décennies peine à convaincre. La célébration de la fête de l'indépendance délocalisée dans les chefs-lieux de régions est une initiative heureuse qui a permis aux villes de l'intérieur de bénéficier de certaines réalisations d'infrastructures socio-économiques. Cependant, comme on le dit chez nous, « *c'est bon mais c'est pas arrivé.* »

Si une seule journée de célébrations a pu amener des changements qualitatifs dans la vie des populations de ces localités, imaginons l'impact d'un déménagement du pouvoir dans ces villes pendant une année ?

VISION BURKINA ira au-delà d'une simple célébration, en procédant à la délocalisation du siège du gouvernement dans les chefs-lieux de régions ayant déjà abrité les festivités du 11 décembre. Lors des élections à venir, si le peuple burkinabè lui accorde sa confiance, VISION BURKINA procédera à la rotation du siège du gouvernement dans les autres villes du Burkina Faso.

Dès sa prise de fonction, après une première année dans la capitale, tout le gouvernement déménagera à Bobo, la 2^{ème} ville du Burkina, pour un (01) an. Et pendant que l'on sera à Bobo-Dioulasso, Koudougou, la 3^{ème} ville se prépare à l'accueillir pour un (01) an

également. Et pendant qu'on sera à Koudougou, la 4^{ème} ville, Ouahigouya, se prépare. Il en sera ainsi pendant tout le mandat. Pendant toute une année, le Président du Faso et l'ensemble des membres du gouvernement seront dans ces villes pour vivre les réalités de chaque région, pour mieux comprendre les besoins des populations et y apporter des solutions.

Les populations de l'intérieur du pays auraient ainsi l'opportunité d'assister et de participer à des événements relatifs à l'exercice du pouvoir d'Etat. Ce serait un message fort pour toutes les populations, et renforcer l'engagement citoyen vers la construction d'un véritable Etat-nation. Parce que Dori, Dédougou, Fada, Kaya ou Gaoua, c'est aussi le Burkina Faso.

Du point de vue économique, une telle mesure redonnera vie à toutes les infrastructures érigées dans le cadre des célébrations du 11 décembre et qui ont été laissées à l'abandon une fois que les lampions se sont éteints. Les villas et les hôtels bâtis par les fils et filles des régions concernées pourront ainsi servir de bureaux et de logements à ce « *personnel gouvernemental* » venu de la capitale. D'autres infrastructures seront nécessairement érigées, avec la prise en compte des entreprises locales.

En un mot, chacune de ces villes, pour un (01) an, deviendra la capitale du Burkina Faso. Une telle mesure changera à jamais le visage du Burkina.

Et si le candidat de VISION BURKINA est porté au pouvoir en novembre prochain, son tout premier déplacement ne sera pas à Paris, ni à Washington, ni à Dubaï, mais à Djibo, la ville martyr, pour bien rappeler aux uns et aux autres que Djibo, c'est au Burkina Faso...

Gouverner, c'est rassembler.

On le sait, le Burkina Faso a mal à sa cohésion sociale, et plus que jamais a besoin de rassembler tous ses enfants autour des idéaux de paix et de fraternité. Pour rassembler, il faut d'abord réconcilier. Le Burkina Faso est un pays où vivent des dizaines de groupes ethniques,

avec leurs cultures et leurs traditions. Nous sommes un peuple à géométrie variable, avec par endroits des chefs de droit divin, et ailleurs des chefs de droit commun.

VISION BURKINA compte faire des chefs coutumiers des acteurs de la paix, en les reconnaissant comme facteurs clé de la cohésion sociale, et procédera à la reconnaissance de huit (08) chefs comme interlocuteurs exclusifs de l'Etat, en leur donnant officiellement le titre de « **protecteurs de la paix** ». Il s'agit du Mogho Naba, l'empereur des Mossés, du Dima de Zoungratanga, du Roi du Yatenga, du Dima de Boussouma, du Roi du Goulmou, de l'Emir du Liptako, du Chef suprême des Bobos Mandarès, et du Chef de canton de Dédougou. Ces chefs coutumiers incontestés ainsi reconnus, seront rétribués selon la taille de la population vivant sur leur territoire, par un impôt coutumier. Cet impôt coutumier sera prélevé sur les frais d'une carte de résidence qui sera obligatoire pour tout citoyen, On pourra ainsi retracer toute personne, où elle réside, d'où elle vient et où elle va, pour mieux lutter contre l'insécurité et le terrorisme.

En contrepartie des avantages qu'ils percevront, et pour mieux accomplir leur mission de sauvegarde de la cohésion sociale, afin d'être en conformité avec leur rôle de neutralité et de protecteurs de la paix, les chefs coutumiers n'auront pas le droit de faire de la politique, ils n'auront pas le droit de vote, ils n'auront pas non plus le droit de donner des consignes de vote. En clair, VISION BURKINA mettra fin à l'ingérence de la chefferie coutumière dans les affaires de la République.

Mesdames et messieurs, chers militants et sympathisants de VISION BURKINA, voilà donc déclinés les 7 points qui serviront de boussole à notre action.

Mais permettez-moi de conclure par quelques observations.

-Comment comprendre que le monde rural, le pilier de l'économie nationale, ne puisse pas avoir les outils nécessaires pour améliorer les moyens de production ? Les paysans de ce pays ont été trop souvent oubliés, bafoués et trompés par des engagements non tenus. VISION BURKINA fera du monde rural le moteur de sa politique du mieux-être. Le monde rural sera le grand bénéficiaire de sa politique de démilitarisation et de coopération bilatérale.

Le cas du forage Christine au Sahel illustre parfaitement cette politique de manque d'initiatives des différents gouvernements qui se sont succédé au Burkina Faso. Savez-vous que ce forage Christine a été réalisé non pas par l'Etat mais par un coopérant Français, en 1971 ?

Comment expliquer que 50 ans après Christine, l'Etat n'ait pas pu réaliser d'autres forages similaires dans les autres régions du Sahel ? Car si un ingénieur français a pu trouver une source d'eau pour réaliser une telle infrastructure, qui fournit 5.000 m³ d'eau par heure, l'Etat aussi aurait pu le faire. Si des forages à grand débit avaient été réalisées à Djibo, Kelbo, Falangountou, ou Nassoumbou, le destin de notre pays ne serait peut-être pas le même aujourd'hui.

-Pourquoi ne pas revoir l'ensemble de la coopération et l'apport de nos partenaires techniques et financiers? Les organisations internationales ne sont pas des outils de développement, mais des instruments d'analyse et de soutien aux politiques de développement élaborées par les Etats.

Aussi, sans tourner le dos à la coopération multilatérale, VISION BURKINA privilégiera la coopération bilatérale, de pays à pays, pour les secteurs jugés prioritaires et qui appellent des réponses rapides sans lourdeurs administratives et sans endettement massif.

-Comment comprendre que des étudiants burkinabè formés aux frais de l'Etat à l'étranger, ne rentrent pas au pays à l'issue de leurs études, préférant les salaires mirobolants des pays d'accueil ? S'il est tout à

fait compréhensible que ces jeunes diplômés choisissent des postes plus lucratifs, il serait tout aussi légitime qu'ils remboursent le montant des bourses de leurs études, pour permettre à l'Etat de former d'autres étudiants pour occuper les places qu'ils ont laissées vacantes. C'est du reste la politique de bien de pays, surtout anglophones, même parmi les plus avancés. VISION BURKINA mettra en place un tel système de recouvrement, en collaboration avec les pays où exercent ces diplômés burkinabè.

-Comment comprendre que des individus puissent posséder des dizaines de parcelles par acquisition domaniale, parfois dans le même arrondissement, pour eux-mêmes et pour leurs enfants, privant ainsi d'autres familles de l'accès à un logement ? L'agence de répression de la corruption de VISION BURKINA est en route...

Notre vision du Burkina en 2025

-Sécurité totale sur toute l'étendue du territoire national, débarrassé du terrorisme et de toute force étrangère, pour ouvrir une nouvelle ère, celle du pacifisme, la reconnaissance de la chefferie coutumière étant le gage de la préservation de la paix.

-Sécurité alimentaire pour l'ensemble de la population avec le retour de la paix, permettant aux paysans de retrouver leurs champs. De grandes superficies réservées par des dignitaires actuels ou anciens et non exploitées seront redistribuées aux militaires démobilisés qui voudront se lancer dans la production agricole.

-Des routes praticables en toutes saisons, avec la politique de rotation du siège du gouvernement qui favorisera la réalisation d'infrastructures dans l'ensemble des 13 régions du Burkina.

-De l'eau pour tous, avec des forages en profondeurs qui seront réalisés, notamment dans la région du Sahel et les zones arides du pays.

Camarades militants de VISION BURKINA, Mesdames et Messieurs, Avez-vous déjà imaginé le montant de nos dépenses militaires, en 60 ans ? Sur une base de 50 milliards FCFA par an (sans trahir le secret défense), cela donne 3.000 milliards de FCFA. Avec 3.000 milliards, on pourrait construire 6.500 km de routes bitumées, 200 CSPA, 26 CMA équipés, 600 forages à grand débit, 1330 écoles et CEG pour nos enfants, et acquérir 2800 tracteurs de labour. Et il restera encore beaucoup de ressources pour des intrants de qualité pour l'agriculture, et l'amélioration des conditions de vie des agents publics de l'Etat. Oui, camarades, c'est ça qui est la vérité. Il est donc temps d'ouvrir nos yeux, pour agir et changer de cap.

-En 2025 nous voulons une justice plus propre et plus diligente, débarrassée de la corruption et de l'incompétence.

-Nous voulons une administration où tous les travailleurs seront traités équitablement, et où chaque agent aura une perception positive de son rôle et de sa place dans la République. Avec VISION BURKINA, tous les bras longs seront coupés pour que les recrutements se fassent en toute transparence, selon la compétence et le mérite.

Nous rêvons d'un Burkina où les jeunes retrouveront le goût de l'effort et du travail, et où des perspectives de formation s'élargiront à d'autres horizons : Canada, Etats-Unis, Angleterre, Australie, voilà les nouveaux pôles de formation dont les portes s'ouvriront pour nos jeunes. Oui, sous VISION BURKINA, la francophonie se conjuguera aussi avec d'autres langues dont l'anglais, en signe d'ouverture sur le monde. Elèves et étudiants burkinabè, bientôt, non seulement vous serez plus nombreux au Canada et aux Etats-Unis, mais vous irez poursuivre vos études en Angleterre et en Australie aussi. J'en prends l'engagement, car je sais comment on fait.

Le Burkina nouveau nécessite un regard sur le passé, afin que ceux et celles qui ont pillé des ressources du pays puissent rendre des comptes, et redonner à l'Etat ce qu'ils ont pris à l'Etat. C'est à ce prix,

et à ce prix seulement qu'il sera possible d'instaurer une nouvelle gouvernance. Un chantier titanesque s'il en est, qui passe nécessairement par le rétablissement de l'autorité de l'Etat, et cette autorité sera rétablie, quoi qu'il en coûte et quoi qu'il arrive.

Mesdames et messieurs, deux questions importantes se posent à nous: 1) les élections pourront-elles se tenir à bonne date comme prévu et 2) que faire du cas de tous nos concitoyens qui sont morts, victimes du terrorisme?

Pour la 1^{ère} question, VISION BURKINA appuiera de toutes ses forces le processus électoral sans calcul et sans réserve, et nous osons espérer que la CENI pourra jouer pleinement son rôle en organisant des élections dans les délais annoncés, des élections « **justes, transparentes et sécurisées** » pour reprendre les termes d'une délégation des Nations-Unies. Cependant, comme en toute période de crise, il convient de préparer un plan B. Ce plan B consiste à demander à l'armée d'être prête à sauver le processus électoral en cas d'urgence.

Pour la 2^{ème} question sur les victimes du terrorisme, VISION BURKINA osera reconnaître la responsabilité de l'Etat dans cette tragédie. L'Etat qui a l'obligation de protéger tous ses citoyens, a failli à cette mission. Et puisque l'Etat a failli, l'Etat doit payer. Sous réserve de l'approbation du parlement, pour chaque victime innocente du terrorisme, VISION BURKINA proposera un montant forfaitaire de 7 millions de FCFA à la famille. Somme symbolique qui ne ramènera personne à la vie, mais qui pourra contribuer à apaiser les cœurs, pour le retour d'une véritable paix sociale pour bâtir une cohésion nationale crédible et durable sur l'ensemble du territoire.

Il en est de même pour les blessés et les mutilés de cette guerre, dont la situation sera examinée au cas par cas.

La question des déplacés internes sera confiée à une commission ad hoc, et là aussi un barème d'indemnisation sera élaboré en

concertation avec le HCR, dont le montant sera déterminé en fonction de la taille de chaque famille, pour permettre de reconstruire les maisons détruites, et nourrir les familles jusqu'aux prochaines récoltes.

Comment financer toutes ces opérations d'indemnisation ?

Cette initiative particulière donnera l'occasion de mettre en place un Fonds national de prévoyance (FONAP), pour faire face de toute urgence aux situations imprévues et imprévisibles. Chaque société d'Etat sera invitée à alimenter ce fonds avec 1% de son chiffre d'affaires...

Camarades militants de VISION BURKINA, Burkinabè épris de paix et de justice,

Oui, un autre Burkina est possible, totalement inclusif et débarrassé des rackets de toutes sortes, sources de tensions et de frustrations, qui sont autant de menaces sur la paix sociale.

Nous savons par exemple que des agents de l'Etat, notamment ceux affectés dans les régions rurales avec pour mission de servir les populations, n'ont pas toujours eu un comportement exemplaire.

Ce sont tous ces comportements qui exacerbent les ressentiments des populations. Reconnaître la faute, c'est déjà bénéficier du pardon. VISION BURKINA demande solennellement pardon à toutes ces populations injustement spoliées, et prend l'engagement de faire cesser les rackets et les autres exactions, qui sont des actes de corruption. C'est cela l'esprit du pacifisme.

Le pacifisme c'est surtout un état d'esprit de bonne gouvernance, qui passe par la réalisation des promesses.

Combien de promesses ont été faites lors de la campagne présidentielle de 2015 et qui n'ont pas été tenues ?

Excellence Monsieur le président du Faso, lors de votre meeting de pré-campagne à N'Dorola le 13 août 2015, vous aviez fait deux promesses importantes aux populations : vous aviez promis de rendre la route Dandé-Fara-Kourouma-N'Dorola, praticable en toutes saisons, jusqu'à Morolaba, vous avez même parlé de la bitumer jusqu'à Témétéméso.

Vous aviez promis d'ériger la zone en province pour rapprocher l'administration des administrés. Je rappelle que le village de Témétéméso est à 177 km de Orodara le chef-lieu de la province du Kéné Dougou. C'est loin, très loin Monsieur le président.

Monsieur le président, vous n'étiez pas obligé de faire ces promesses. Alors les braves populations du Kéné Dougou, et toutes les populations trompées du Burkina, attendent toujours de voir ce que vous leur avez promis.

Excellence Monsieur le Président, tant de questions et de doutes se lèvent à propos de la gestion de la pandémie du covid19 au Burkina Faso. Il y aurait déjà des soupçons de malversations dans le budget des mesures sociales, et des soupçons de détournements sur les contributions des bonnes volontés pour aider à faire face à la pandémie. Le peuple attend de vous un engagement fort pour sévir sévèrement contre tous ceux qui vont tremper dans l'enrichissement personnel sur le dos des malades. Si vous ne le faites pas, nous VISION BURKINA, nous le ferons.

Pour ramener le climat de paix sociale, nous souscrivons entièrement à l'instauration du dialogue social, mais la création du Haut conseil pour le dialogue social a un goût d'inachevé, car on ne saurait parler de dialogue social sans justice sociale. VISION BURKINA va revoir les attributions et le fonctionnement de cette structure, en la rebaptisant « ***Haut conseil pour le dialogue et la justice sociale*** ».

Nous souscrivons à tout processus de réconciliation nationale entrant dans la dynamique de la restauration de la paix, en concordance avec l'épurement du passif des acteurs, selon les lois du Burkina Faso.

Réconciliation d'accord, mais justice d'abord.

Nous adhérons à l'appel de Manéga pour une meilleure cohésion sociale des populations du Burkina Faso, mais l'appel de Manéga doit nécessairement passer par l'esprit de Manéga. L'esprit de Manéga, c'est accepter l'autre, reconnaître à l'autre les mêmes droits, tous les droits que l'on s'accorde soi-même. C'est cela aussi le pacifisme.

Mesdames et messieurs, camarades militants, populations des villes et des campagnes du Burkina Faso, le combat est engagé.

Notre parti VISION BURKINA, est plus qu'un parti de changement, c'est un parti de rupture, rupture d'avec les pratiques du passé, rupture d'avec les hommes du passé, pour une espérance nouvelle. Cette espérance commence par le silence des armes et l'assèchement des larmes.

A ceux qui attaquent notre pays je dis ceci : ***Laissez-nous vivre en paix. Laissez notre pays tranquille.***

What do you want with us ? ...

Let us live in peace. Let Burkina Faso live in peace. We are willing to stop this war. So huge destruction, so many casualties, enough is enough.

(arabe)

Limadha ? Limadha ?

Burkina Faso ma anda saha.

Mata darb ayèna.

Ma andkum inseniya.

Lid heb Allah, Smah !Smah !

Mbèna salam.

Aujourd'hui parler de paix, c'est comme planter un arbre. On ne sait pas s'il va survivre, s'il va grandir, ou si on en mangera les fruits, mais l'important c'est d'oser le planter, car même le voyage le plus long commence toujours par un premier pas.

Dès aujourd'hui, commençons tous ensemble notre marche vers la paix pour construire un Burkina nouveau, de Dori à Kampti, de Falangountou à Bitou, de Yako à Niangoloko, de Faramana à Pama.

Depuis 5 ans, le pouvoir du président Roch Marc Christian Kaboré n'a donné aucune feuille de route, ni fourni aucun indice d'espoir pour la résolution de cette crise. Cinq ans de tâtonnements, près de 800 morts, des blessés par centaines, près d'un million de déplacés.

Quand vous allez plusieurs fois chez un médecin pour des maux de tête, et que vous avez toujours mal à la tête, il n'y a qu'une seule solution, changez de médecin. Le Burkina Faso est malade a donc besoin, urgemment, d'un nouveau médecin.

Camarades, en attendant d'être officiellement investi par le congrès qui se tiendra très prochainement à Bobo-Dioulasso, en vertu de l'article 36 des statuts de VISION BURKINA, vous m'avez désigné pour porter les couleurs de notre parti pour l'élection présidentielle de novembre 2020.

Je ne suis pas Moaga, je ne suis pas du Plateau central, je ne suis pas musulman, mais j'accepte de relever ce défi.

Je vous remercie.

Et que Dieu sauve et protège le Burkina Faso!

As Salam aleikum wa rahmatullahi wa barakatuh.

